

LA DÉMOCRATIE...

Aujourd'hui, personne (ou presque) n'ose ouvertement remettre en cause la «*démocratie*» devenue une sorte de sujet tabou. Pourtant, il y a matière à réflexion. Par exemple, quel lien établir entre «*démocratie athénienne*», «*démocratie bourgeoise*» ou «*démocratie populaire*». Par ailleurs, entre la démocratie de délégation (ou représentative) et la démocratie directe, où se situe le possible, et où commence l'utopie, alibi de toutes les mystifications.

Une chose semble cependant établie: la démocratie (comme les droits de l'homme) est étroitement associée à la notion de citoyenneté. Sans citoyenneté, pas de démocratie et pas de droits de l'homme... et du citoyen!

La démocratie bourgeoise, aboutissement d'un long combat dont on peut situer le début à la renaissance, a accompagné le développement de la bourgeoisie lui-même fondé sur le développement des forces productives. La bourgeoisie, en tant que classe, n'a pu jouer son rôle historique que dans le cadre de la nation et en édifiant un état démocratique reconnaissant l'existence de classes aux intérêts antagonistes et le droit pour les classes sociales d'agir librement pour la défense de leurs intérêts.

Autrement dit, la démocratie, par ailleurs, garante des «*libertés démocratiques*», ne peut exister que si on renonce à la fallacieuse notion de «*bien commun*» fondant la société «*organique*», autrement dit totalitaire, c'est-à-dire à partir du moment où on reconnaît l'existence de la lutte des classes. Dans ces conditions, il est clair que l'état supranational à vocation universaliste ou mondialiste, ne peut être un état démocratique, c'est-à-dire fondé sur la «*représentation nationale*». Le début du 20ème siècle a vu se constituer des partis ouvriers nourrissant l'espoir (en partie fondé) de représenter au parlement les intérêts ouvriers.

Avec l'avènement de la V^{ème} République et plus encore de «*l'Europe Unie*», les «*partis ouvriers*» au sens de la SFIO ou du *Parti communiste* pour ne citer qu'eux, ont perdu toute raison d'être. Rêver de reconstruire un parti à l'image du parti ouvrier de Jules Guesde, fondé sur l'électoratisme, relève de l'infantilisme politique.

Pourtant, et, en dépit des affirmations mensongères, le rôle historique de la classe ouvrière et du prolétariat (à moins de se résigner à un retour à la barbarie) est loin d'être terminé et, dans la mesure où le mouvement syndical ne saurait suffire à tout, la classe ouvrière et le prolétariat ont besoin d'une représentation politique, tant sur le plan international que national. Sur le plan international, la construction de cette représentation politique est en cours. Mais le problème reste posé, une représentation politique pour quoi faire?... Prendre le pouvoir?... Quel pouvoir?

En écoutant les orateurs qui se sont succédé à la tribune de la *Conférence Mondiale ouverte* qui s'est tenue (Achères, les 20/23 oct. 96), j'ai le sentiment que la vieille mystification droite gauche a perdu tout crédit et que les participants à la conférence, dans leur immense majorité, ne se réfèrent plus à la «*prise du pouvoir*» mais se préparent aux affrontements qui, dans tous les pays du monde vont opposer travailleurs et prolétaires au grand capital et à ses larbins (de droite ou de gauche).

Ajoutons que l'expérience nous apprend que remettre en cause le cadre géographique et juridique de la nation (champ d'application des conventions collectives et des statuts garantissant les droits des travailleurs), on ne fait que réveiller le vieil instinct tribal avec les conséquences que l'on constate, notamment après l'effondrement de l'empire stalinien.

Les partis institutionnels qui, en France, arrivent péniblement à rassembler moins de la moitié du corps

électoral, ne sont plus, en vertu du principe de subsidiarité, que les valets du F.M.I. et de la *Banque Mondiale*. Devenus les larbins du grand capital, ils perdent et perdront inéluctablement toute crédibilité.

Raison de plus pour œuvrer au rassemblement du «parti» des travailleurs et des prolétaires. De ce point de vue, la méthode et les objectifs de l'*Entente Internationale des Travailleurs* (E.I.T.) semblent indiquer la voie à suivre, et c'est pourquoi l'U.A.S. a donné son adhésion à l'E.I.T.

Alexandre HÉBERT.

OPUS DEI: LE RETOUR DE LA BÊTE IMMONDE ...

A l'occasion du rapport de la commission d'enquête sur les sectes du Parlement, l'un des aspects troublants mettant en danger la laïcité, la démocratie, la République, est celui de la pénétration des sectes dans les pouvoirs politiques et financiers.

Certes, il serait exagéré de comparer la situation en France avec celle du Japon ou des USA, le président Bush ayant accompagné pendant un mois le grand patron de la secte Moon en tournée sur la côte ouest. Mais il y a ici aussi lieu d'être inquiets et vigilants.

En effet, suite à des communications consécutives au rapport de la commission d'enquête, plusieurs publications, dont le «*Monde diplomatique*» et la revue «*Humanisme*», ont publié le nom de plusieurs personnalités dont des ministres, des dirigeants du CNPF, membres d'une secte connue sous le nom d'OPUS DEI.

Cette secte, d'obédience catholique, a été fondée sous cette appellation en Espagne franquiste, même s'il y a lieu de penser que ses origines remontent à l'Inquisition.

Son fondateur, l'abbé José Maria Escrava de Balaguer, l'a créée en tant qu'association catholique et monarchiste avec pour objectif la restauration de la foi et des mœurs. Celui-ci s'est très rapidement illustré par de violentes campagnes antisémites, anti-marxistes et antimaçonniques.

Cette «*œuvre divine*» devient rapidement le pilier occulte du franquisme et fait des émules parmi les dictateurs sud-américains.

En 1978, après avoir opéré un travail d'infiltration dans plus de 80 pays et recensant officiellement plus de 70.000 membres, elle place à la tête du Vatican l'homme politique connu désormais sous le nom de Jean-Paul II. Ses membres font le serment de secret absolu et il est interdit de révéler son appartenance à un «*profane*». Ils s'apparentent à un ordre «*chevaleresque*» et empruntent au symbolisme et à la tradition des rituels, en les dévoyant, et ont comme véritable objectif la fusion du pouvoir politique et financier avec le pouvoir théocratique et spirituel.

Fondamentalement, l'OPUS DEI, comme son nom l'indique (pouvoir de Dieu), s'oppose à toute démocratie (pouvoir du peuple). Elle a donc des liens et appuis avec des groupes fascisants de la haute finance comme le trop fameux cercle Pinay et fut à l'origine de la création de loges déviantes comme la loge PII.

Cette secte a pour ambition de placer le Vatican à la tête d'un nouvel ordre mondial dans lequel les églises «*intégristes*» contrôleraient le pouvoir au compte de la haute finance internationale. Il est probable que cette nouvelle forme de fascisme puisse être aussi dangereuse, voire plus, que celle créée par Hitler et Mussolini au regard de la montée en puissance de l'intégrisme liée à la perte d'idéal de nombreux peuples y compris dans les pays industrialisés.

L'OPUS a, à son actif, plusieurs coups d'états et de fortes présomptions sont établies sur des assassinats. Ainsi, un prêtre libéral, prônant la démocratie, fut abattu en 1966 en Colombie et son assassin est aujourd'hui général et membre de l'OPUS. Elle a actuellement une stratégie d'entrisme dans les gouvernements y compris dits démocratiques, dont la France, et est actuellement représentée dans 73 pays demandant à ses membres de composer par tous les moyens pour rester au pouvoir en attendant l'heure, ou le jour J.

N'y a-t-il pas lieu de s'étonner, dans ces conditions, que Jacques CHIRAC, qui tenait des discours laïques et républicains avant son élection, ait laissé placer au gouvernement plusieurs membres de cette dangereuse organisation?

Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'il reçoive en grande pompe le pape pour fêter le cinq centenaire de Clovis en réaffirmant que la France était la fille aînée de l'église catholique?

Et comment s'étonner que 4,5 millions de francs du contribuable soient dilapidés dans ces festivités aux relents obscurantistes teintés de couleurs crypto-médiévales?

Ce qui serait étonnant, c'est qu'il n'y ait pas eu un lever de bouclier contre la venue du pape et l'exigence de démission de tous les ministres et hauts fonctionnaires de cette secte. Avant qu'il ne soit trop tard...

Mickaël MASSON.

BILLET D'HUMEUR

Ce dimanche matin, j'allume le poste de télé et je tombe sur quelque chose qui, moi, m'amuse beaucoup tout en reconnaissant le côté dangereux: le *talk show* catho de l'émission du Vatican (le jour du seigneur) avant la grande pantalonnade eucharistique et en costume d'époque. Et là, on touche du doigt un nouvel instrument du voyou romain. Après les prêtres ouvriers, les prêtres chefs d'entreprises pour sauver le monde de la pauvreté. Un soutané était interviewé par un autre bigot:

« *Mon père, pourquoi avez-vous créé cette entreprise de restauration?* » (elle s'appelle le repas de Cana, une sorte de Fauchon pas cher, NdR).

Le soldat du Vatican: « *Eh bien, voir tous ces clochards faire la manche me faisait mal au cœur. Alors, pour les aider, j'ai créé cette entreprise de restauration. Mais, attention, je les connais, les clochards, impossible de les faire travailler huit heures par jour. Alors, je ne les fais travailler que quatre heures. En plus, cela me donne droit à des aides de l'État.* »

Aide-toi, l'État t'aidera. Ou le ciel, je mélange tout en ce moment. Au-delà du mépris manifesté évoqué par les mots, il y a le fond. Sous forme de plaisanterie, on pourrait penser à ceci: ils vont peut-être créer une *Confédération Française Démocratique du Patronat*, qui, évidemment se regroupera avec la C.F.D.T., qui demandera la participation de Juppé et la boucle est bouclée. Ils auront ainsi créé un organe regroupant «*syndicat*»-patrons et État, organe que tout le monde connaît.

Christian PIERALLI.

LA PASSION SELON SAINT JACQUES: SOUVENIRS DE FAMILLE OU L'ANGE GARDE-CHIOURME (extraits)

L'abbé, c'était un homme en robe avec des yeux très mous et de longues mains plates et blêmes; quand elles remuaient, cela faisait assez penser à des poissons crevant sur une pierre d'évier. Il nous lisait toujours la même histoire, triste et banale histoire d'un homme d'autrefois qui portait un bouc au menton, un agneau sur les épaules et qui mourut cloué sur deux planches de salut après avoir beaucoup pleuré sur lui-même dans un jardin, la nuit. C'était un fils de famille, qui parlait toujours de son père - mon père par-ci, mon père

par-là, le Royaume de mon père, - et il racontait des histoires aux malheureux qui l'écoutaient avec admiration, parce qu'il parlait bien et qu'il avait de l'instruction.

Il dégoûtait les goitreux et lorsque les orages touchaient à leur fin, il étendait la main et la tempête s'apaisait.

Il guérissait aussi les hydropiques, il leur marchait sur le ventre en disant qu'il marchait sur l'eau, et l'eau qu'il leur sortait du ventre il la changeait en vin, à ceux qui voulaient bien en boire, il disait que c'était son sang.

Assis sous un arbre, il parabolait: «Heureux les pauvres d'esprit, ceux qui ne cherchent pas à comprendre, ils travailleront dur, ils recevront des coups de pieds au cul, ils feront des heures supplémentaires qui leur seront comptées plus tard dans le royaume de mon père».

En attendant, il leur multipliait les pains, et les malheureux passaient devant les boucheries en frottant seulement la mie contre la croûte, ils oubliaient peu à peu le goût de la viande, le nom des coquillages et n'osaient plus faire l'amour.

Le jour de la pêche miraculeuse, une épidémie d'urticaire s'abattit sur la région; de ceux qui se grattèrent trop fort, il dit qu'ils étaient possédés du démon, mais il guérit sur le champ un malheureux centurion qui avait avalé une arête et cela fit une grosse impression.

Il laissait venir à lui les petits enfants; rentrés chez eux, ceux-ci tendaient à la main paternelle qui les fessait durement, la fesse gauche après la fesse droite, en comptant plaintivement sur leurs doigts le temps qui les séparait du royaume en question.

Il chassait les marchands de lacets du Temple; pas de scandale, disait-il, ceux qui frapperont par l'épée périront par l'épée... les bourreaux professionnels crevaient de vieillesse dans leur lit, personne ne touchant un rond, tout le monde recevait des gifles, mais il défendait de les rendre à César.

Ça n'allait déjà plus tout seul, quand un jour le voilà qui trahit Judas, un de ses aides. Une drôle d'histoire, il prétendit savoir que Judas devait le dénoncer du doigt à des gens qui le connaissaient fort bien lui-même depuis longtemps, et sachant que Judas devait le trahir il ne le prévint pas.

Bref, le peuple se met à crier Barabbas, Barabbas, mort aux vaches, à bas la calotte et crucifié entre deux souteneurs dont un indicateur, il rend le dernier soupir, les femmes se vautrent sur le sol en hurlant leur douleur, un coq chante et le tonnerre fait son bruit habituel.

Confortablement installé sur son nuage amiral, Dieu le Père, de la Maison Dieu père fils Saint Esprit et C^{ie}, pousse un immense soupir de satisfaction, aussitôt deux ou trois petits nuages subalternes éclatent avec obséquiosité et Dieu père s'écrie: «Que je sois loué, que ma sainte raison sociale soit bénie, mon fils bien aimé à la croix, ma maison est lancée!».

Aussitôt il passe les commandes et les grandes manufactures de scapulaires entrent en transes, on refuse du monde aux catacombes et dans les familles qui méritent ce nom il est de fort bon ton d'avoir au moins deux enfants dévorés par les lions.

Jacques PRÉVERT.
(Paroles, le point du jour,
Paris - 1947, pp 34-36)

HUMEURS...

Graine de fasciste

Un certain Docteur Patrick Sarradin, Président de MG44, Vice-Président de MG France qui n'est autre chose que l'expression de la C.F.D.T. chez les médecins généralistes, écrit à propos des manifestations qui marquèrent à Nantes la journée du 17 octobre:

«Cette journée du 17 octobre a vu cependant de bien étranges cortèges défilé de concert et tenir meeting commun devant la préfecture de Nantes vers 17 h. Que penser en effet des manifestations communes de la CSMF et de son Président départemental bien pensant et de l'Union Départementale Force-Ouvrière emmenée par ses dirigeants trotskystes, anticléricaux primaire notoires et anti-libéraux de toujours».

et retrouve les accents de la campagne vichyste et nationale socialiste contre les «judéo-maçons» pour écrire:

«Quels étranges réseaux et quelles amitiés occultes réunissent donc les adversaires acharnés de toute évolution de notre système de soins? Qu'est-ce qui fait donc qu'en Loire-Atlantique, la CPAM de Nantes soit encore le bastion de F.O. (la C.G.C. qui la préside n'étant qu'un habillage local), que la CRAM des Pays de

la Loire soit encore présidée par le dirigeant FO trotskiste de Loire-Atlantique et que la gestion de l'Assedic Atlantique Anjou ait été confiée à son père, illustre défenseur de «l'anarcho-syndicalisme» dont bénéficie très directement en terme d'emplois le Parti des Travailleurs auquel ils adhèrent».

dénoncer le patronat local:

«Que penser de l'attitude du patronat de Loire-Atlantique et des Pays de Loire, apparemment aux ordres de ces minorités?».

pour enfin appeler à la répression:

«Il est temps qu'une opération «mains propres», comme en Italie ou en Belgique, mette au grand jour ces relations étranges qui unissent certains et infiltrent jusqu'à l'ensemble des partis politiques de ce département, du R.P.R. au P.S. C'est l'une des conditions pour que ce pays soit capable d'affronter les défis économiques et sociaux majeurs qui se présentent à lui».

La putain respectueuse

Décidément, les staliniens ne changeront pas. Hier, fidèles serviteurs de Staline, aujourd'hui, reconvertis à l'économie de marché, et soutiens avec (un langage gauche) de la politique gouvernementale (en attendant un changement de majorité parlementaire permettant, dans le cadre d'une cohabitation harmonieuse de la «droite» et de la «gauche» le retour au pouvoir de ministres «communistes»).

C'est pourquoi Viannet, dans sa conférence de presse du 4 novembre 1996 s'inscrit dans la propagande d'État visant à remettre en cause le rôle et la place des syndicats, sinon que signifient les déclarations suivantes:

«Certes, nous n'ignorons rien des différences d'approche existant avec la Direction confédérale de la C.F.D.T. à propos du Plan Juppé - Nicole Notat a précisé que la C.F.D.T. n'entendait pas se renier à ce sujet - Dont acte. Mais ce qui est vrai pour les uns est également vrai pour les autres et la C.G.T. considère ne pas avoir trouvé dans les événements récents un iota de changement susceptible de modifier notre opposition au Plan Juppé.

Cette réalité doit être regardée en face; elle constitue une réelle difficulté mais elle ne peut conduire à renoncer à construire le rapport des forces le plus élevé possible pour permettre aux salariés de se faire entendre avec le maximum d'efficacité.

Le syndicalisme français est aujourd'hui confronté à un formidable défi. Aucune organisation ne peut prétendre, seule, rassembler les forces nécessaires pour modifier les choix des dirigeants des grands groupes, du CNPF et les orientations gouvernementales.

Contester les choix actuels, travailler à proposer et à construire d'autres réponses, d'autres pistes, sont la raison d'être du syndicalisme mais, sans un rapport de force conséquent, la contestation est inefficace et la proposition est tout simplement récupérée par le patronat, au service de sa stratégie et de ses objectifs.

Les jours et les semaines qui viennent vont être décisifs pour modifier la situation actuelle et la crédibilité du syndicalisme est aujourd'hui en jeu...

La C.G.T. décide d'explorer dans les jours qui viennent la possibilité d'une rencontre de toutes les organisations syndicales pour faire le point de la situation».

Que signifie mettre sur le même plan syndicalisme confédéré et syndicats «autonomes». Que signifie mettre sur le même plan la C.F.D.T. corporatiste et la C.G.T.F.O. qui se veut la continuité de la vieille C.G.T. Si ce n'est que, comme les communistes allemands qui, en 1933, faisaient grève avec les traminaux nazis de Berlin, la C.G.T. néostalinienne se propose, ni plus ni moins, que de dédouaner Nicole Notat et les organisations «autonomes» qui œuvrent à la constitution d'une sorte «d'Arbeitsfront».

Enfin, en quoi la situation actuelle et la crédibilité du syndicalisme est aujourd'hui en jeu?

Alexandre HÉBERT.

CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

Meeting de compte-rendu de la Conférence Mondiale Ouverte - Jeudi 24 octobre 96 à Besançon.

Au cours du meeting de compte-rendu de la *Conférence Mondiale Ouverte* qui s'est tenue (comme dans toutes les villes de France) à Besançon le 24 octobre 96, Christian PIERRALI a, au nom de l'U.A.S., prononcé le discours suivant:

«L'Union des Anarcho-Syndicalistes salue le camarade chilien et le remercie d'avance du compte-rendu de la CMO qu'il va nous proposer. L'U.A.S. ne prétend pas réinventer ou même proposer une nouvelle version de l'anarchisme. Ceci étant, elle est très attachée à une réponse de la classe ouvrière aux attaques qui sont menées contre elle et ainsi, nous considérons que la lutte des classes est inséparable du mode de production.

En ce sens, l'initiative de la CMO lui semble être le premier pas vers une réponse internationale aux œuvres de démantèlement des services publics, de déréglementation et d'ajustements structurels préconisées par le F.M.I., la banque mondiale, l'O.N.U. et, en Europe, l'Union Européenne. Ce monstre bureaucratique reproduit en cette fin de 20^{ème} siècle une forme de société médiévale qui passe par l'évolution des structures nationales issues de la révolution de 1789 à une structure féodale directement impulsée par la spéculation et son valet romain, la papauté. Je ne donnerai qu'un exemple d'ajustement structurel en Europe.

Après la création de la notion de région vassale, voire subsidiaire, par les fonctionnaires supranationaux de Bruxelles, ils créent la notion de pays, entre guillemets. Ce pays serait un regroupement de communes, de cantons, défini arbitrairement à Bruxelles, pour permettre de mieux appliquer les directives européennes et, évidemment, sans structure juridique nationale. Ce pays serait dirigé par une personnalité éminente du même pays nommée par Bruxelles. Cela ne vous rappelle-t-il pas l'octroi des bans de la noblesse par le roi? De plus, ce personnage aurait statut d'observateur au conseil régional. Tout vassal a son supérieur.

Il n'est pas dans mon propos de sacraliser la notion de pays-État-nation. Cependant, quand la notion de pays-État-nation représente une défense contre la barbarie du type ex-Yougoslavie et une entrave aux plans du néo-libéralisme sans frontières, il est essentiel, pour toute personne se réclamant de la classe ouvrière, d'exiger l'abandon de la subsidiarité régionale qui ne fait qu'accentuer les politiques européennes. Cette entreprise de médiévalisation de la société consiste essentiellement à faire disparaître les structures actuelles pour en créer de nouvelles, adaptées au mode de production actuel, qui est capitaliste. Mode de production est d'ailleurs un euphémisme quand on constate les chiffres de la production par rapport aux chiffres de la spéculation.

Je le répète, pour tout ceci, l'initiative de la C.M.O. représente une initiative concrète pour lutter contre les diktats du FMI, de l'ONU, et de l'Union Européenne.

De plus, la présence du camarade chilien offre un démenti cinglant aux chantres de la mondialisation, de droite comme de gauche, qui prétendent, non sans arrière-pensées: "on ne peut rien faire, c'est mondial". En ce sens, cette troisième C.M.O. et la présence d'organisations diverses à cette tribune illustrent parfaitement notre combat commun, bien au-delà de nos divergences, contre les mesures prises par le F.M.I. et l'Union Européenne, combat qui, n'en doutons pas, aboutira à la suppression de tous les plans menés contre la classe ouvrière».

ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS DE L'EX-URSS

La *Conférence Mondiale Ouverte* qui s'est tenue à Achères a donné l'occasion à Maïthé Boyadjis, Jo Salaméro et Alexandre Hébert, d'une rencontre et d'un court échange de vues avec les camarades Nicolas Fregoub, Vizagimov Ramil, Evaldas Balciunas et Alexandre Jipenkov qui ont accepté de répondre à nos questions. Voici un résumé succinct de l'entretien .

U.A.S.: Nous avons apprécié la déclaration de votre organisation Solidarnoch, notamment sur l'affirmation que la fin ne justifie pas les moyens.

Réponse: C'est un des principes qui unissent les membres de notre organisation.

U.A.S.: Nous avons également relevé votre préférence pour des structures horizontales. Voulez-vous préciser ce que vous entendez par là.

Réponse: La coordination est utile et nécessaire, vitale, alors que la subordination est nuisible et mortelle. Toute notre expérience et celle de la vie le prouve. Tout système centralisé est condamné à s'auto-détruire.

U.A.S.: Comment avez-vous connu l'Entente?

Réponse : Le camarade Evaldas Balciunas, lithuanien, a rencontré des militants de l'E.I.T. à une conférence contre les privatisations à Moscou en 1992. De là des liens se sont développés et après discussion nous avons donné notre adhésion sur la base d'un texte dont vous avez eu connaissance et signé Alexandre Jipenkov.

U.A.S. : Nous avons publié ce texte parce qu'il nous semblait refléter ce que nous pensons nous-mêmes et, sans nous être concertés avec vous, nous avons donné notre adhésion en tant qu'U.A.S. à l'E.I.T.

DE CI - DE LÀ... CAHIN-CAHA...

Le renouveau syndical

Une dépêche de l'AFP du 4.10.96 nous apprend que: «Le secrétaire général de Force-Ouvrière Marc Blondel a qualifié sa visite vendredi au Lycée St-Exupéry, dans les quartiers Nord de Marseille, de «symbole du retour du syndicalisme confédéré dans l'Éducation Nationale»... Il a souligné «l'état d'isolement» dans lequel s'était placée la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN), en «choisissant l'autonomie après la scission intervenue entre la C.G.T. et F.O. en 1947 jusqu'à «son implosion» il y a cinq ans».

On ne peut que saluer la prise de position du Secrétaire Général de la C.G.T.F.O. surtout quand on connaît les efforts faits par certains (dont son prédécesseur à la tête de la Confédération) pour s'opposer à «l'implosion de la F.E.N» et au retour des enseignants dans le «syndicalisme confédéré».

Blondel a, aussi, déclaré: «être opposé à ce que trop de pouvoir soit délégué aux élèves, qui sont invités à jouer aux gendarmes et aux voleurs pour de vrai», en dénonçant des camarades présumés dangereux à l'intérieur de l'école.

Les falsificateurs

A l'occasion du centenaire de la C.G.T., le Monde a publié (9 oct. 95) une page entière d'un certain Michel Dreyfus qui réalise le tour de force d'ignorer les scissions qui marquent la vie de la C.G.T. Pour cet historien, pas plus que la C.G.T.F.O., la C.G.T.U. n'a jamais existé et: «Victor Griffuelhes, le premier «vrai» dirigeant de la C.G.T. Lui-même sera remplacé par Léon Jouhaux en 1909, qui sera à la tête de la C.G.T. jusqu'en 1947. Benoît Frachon lui succédera durant deux décennies».

Michel Dreyfus «ignore» qu'en 1947, lors de la 3^{ème} scission de la C.G.T., le stalinien Benoît Frachon ayant déclaré: «la C.G.T. continue», Robert Bothereau, premier secrétaire de la C.G.T.F.O. répliqua: «Nous continuons la C.G.T.!». Affirmation à laquelle, par exemple, Marc Blondel actuel, secrétaire général de la C.G.T.F.O. demeure fidèle!

Un exemple de Laïcité Ouverte...

Dans sa lettre aux Instituteurs, Jules Ferry affirmait:

« Monsieur l'Instituteur,

L'année scolaire qui vient de s'ouvrir sera la seconde année d'application de la loi du 28 mars 1882....

Sans doute le législateur a eu pour premier objet de séparer l'école de l'Église, d'assurer la liberté de conscience et des maîtres et des élèves, de distinguer enfin deux domaines trop longtemps confondus: celui

des croyances, qui sont personnelles, libres et variables, et celui des connaissances, qui sont communes et indispensables à tous, de l'aveu de tous...

J'ai dit que votre rôle, en matière d'éducation morale, est très limité. Vous n'avez à enseigner, à proprement parler, rien de nouveau, rien qui ne vous soit familier comme à tous les honnêtes gens. Et, quand on vous parle de mission et d'apostolat, vous n'allez pas vous y méprendre: vous n'êtes point l'apôtre d'un nouvel Évangile: le législateur n'a voulu faire de vous ni un philosophe ni un théologien improvisé. Il ne vous demande rien qu'on ne puisse demander à tout homme de cœur et de sens...

Si parfois vous étiez embarrassé pour savoir jusqu'où il vous est permis d'aller dans votre enseignement moral, voici une règle pratique à laquelle vous pourrez vous tenir. Au moment de proposer aux élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve à votre connaissance un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire.

Si oui, abstenez-vous de le dire...».

Il est vrai, qu'à l'époque, il s'agissait de développer l'instruction publique, on n'avait pas encore inventé l'éducation nationale, chère à Jérôme Carcopino, Ministre de Pétain. Mais depuis Pétain, on a largement progressé grâce notamment aux cléricaux de la F.E.N. et de la C.F.D.T. qui ont inventé la laïcité plurielle et la laïcité ouverte.

Un exemple de laïcité ouverte nous est fourni par un sujet proposé aux candidats en B.E.P. - session 96. Les candidats sont invités à répondre à la question suivante: «Que signifie: chaque fois que Blondel a aboyé, il a fait le lit de la C.G.T.» (extrait d'un document joint à l'examen).

Voilà un bel exemple d'utilisation de l'institution scolaire à des fins de propagande: Notat et la C.F.D.T. assimilées au courant «réformiste», la C.G.T. «*protestataire*» et Marc Blondel qui «*aboie*».

Le Dr Goebels faisait moins bien!

Retour à Zola...

Le «*Nouvel Économiste*» du 31.10.96 nous apprend qu'un certain William Bridges qui s'est instauré «*consultant*» des grandes entreprises américaines pour leur apprendre à mieux exploiter les travailleurs, a découvert que «*c'est l'emploi qui disparaîtra pas le travail*». Dans l'esprit de ce singulier bonhomme, cela signifie qu'il n'y aura plus de salarié, mais, bien entendu, il y aura toujours des patrons pour exploiter le travail d'autrui ce que notre sociologue exprime de la façon suivante:

«Ce que j'appelle le «dejobbing» (mot à mot: «désalarisation») ne va pas survenir du jour au lendemain. Mais, à moyen terme, les grands groupes vont rétrécir jusqu'à l'état de noyau et recourir aux compétences externes de gens qui ne seront plus des salariés. Ce n'est donc pas le travail qui va disparaître, mais l'emploi».

On ne peut être plus clair et d'affirmer cyniquement: «Après tout, les ruraux plongés dans le XIX^{ème} siècle industriel avaient bien su se convertir...».

Faut-il rappeler à ce sinistre imbécile que les déportés dans les camps de nazis, avaient, eux aussi, dû «*se convertir*».

A quel prix?

André Bergeron ou la mémoire sélective

Au Congrès de l'U.D. de Paris, dirigé par son ami Jacques Mairé, André Bergeron, preux paladin, a volé au secours de Nicole Notat. L'ancien Secrétaire Général de la C.G.T.F.O. a condamné l'agression dont a été victime la secrétaire générale de la CFDT lors de la manifestation parisienne du 17 octobre: «*Je n'ai pas apprécié ce qui s'est passé pour Nicole Notat*», a-t-il dit. «Ce n'est pas dans la tradition du mouvement syndical. Je me souviens avoir vécu quelque chose de pareil, lors du conflit du Parisien Libéré. Pendant deux ans, on a crié «*Bergeron trahison*», et cela s'est terminé par de la dynamite à ma porte».

Bergeron n'oublie qu'une seule chose: à l'époque, au premier rang de ceux qui appelaient au meurtre contre lui, figuraient les amis CFDT de Nicole Notat. Ils avaient d'ailleurs demandé son exclusion du *Parti socialiste* et c'est François Mitterrand, canaille mais intelligent, qui s'y était opposé.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
